Inondations en Asie : pourquoi ces catastrophes sont peu naturelles

Crues, glissements de terrain, coulées de boue : le bilan des morts des inondations provoquées par les typhons et la mousson qui sévissent partout en Asie ne cesse de s'alourdir. Les populations les plus précaires sont les plus durement touchées.

Mediapart Lan Wei le 13 août 2023
https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/130823/inondations-en-asie-pourquoi-ces-catastrophes-sont-peu-naturelles?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5

Khanun, un typhon que la Chine craignait, s'est considérablement affaibli dans la nuit du 11 au 12 août. Mais, dans le nord et le nord-est du pays, les précipitations qu'il a provoquées ont fait des dégâts, alors que ces provinces ont déjà été durement frappées par des tempêtes qui se sont abattues entre le 29 juillet et le 4 août. Jusqu'au vendredi 11 août, des crues, glissements de terrain et coulées de boue provoqués par le typhon Doksuri ont entraîné la mort d'au moins 76 personnes (33 dans les banlieues de Pékin, 14 dans la province du Jilin et 29 dans la province du Hebei).

Samedi 12 août, le ministère chinois des ressources en eau a indiqué que les inondations sont toujours en cours dans le bassin du fleuve Haihe, un territoire plus étendu que l'Italie. Le nombre de personnes touchées s'élève désormais à plus de 3,4 millions (1,29 million à Pékin, 2,2 millions au Hebei). Dans le Heilongjiang, province chinoise frontalière avec la Russie, les 9,9 millions d'habitantes et habitants de la capitale Harbin s'attendent à un pic de crue dimanche 13 août.

Les inondations provoquées par les typhons et la mousson sévissent partout en Asie. Sur la péninsule coréenne, après le passage de Khanun du 10 au 11 août, une partie de la Corée du Sud reste toujours sous la menace des crues. En Inde, où les pluies de mousson ne cessent de tomber depuis la fin mai, cinq États sont toujours touchés par les inondations, dont trois au nord-est du pays où les fleuves ont franchi le niveau de danger. Plus tôt cette semaine, au Népal, les pluies tombées au pied de l'Himalaya ont fait sortir la rivière Bagmati de son lit. Selon les informations de l'agence Reuters, le bassin abrite environ 4 millions de personnes. Au Bangladesh, depuis le début du mois d'août, au moins 55 personnes ont péri dans les inondations et glissements de terrain causés par des pluies torrentielles. Dans la ville côtière de Cox's Bazar, où près d'un million de Rohingyas sont logé·es dans le plus grand camp de réfugié·es au monde, 600 000 personnes ont été touchées, a relaté l'AFP dimanche 13 août. Le Système mondial d'alerte et de coordination en cas de catastrophe (GDACS) indique que le Vietnam, la Thaïlande et la Birmanie ont aussi dû affronter de fortes crues depuis le début du mois.

Dans cette région particulièrement en proie aux catastrophes dites « naturelles » – la base de données EM-DAT montre qu'en 2022, un tiers de celles-ci sont concentrées en son sein –, les inondations restent les plus meurtrières. Celles-ci sont à l'origine de 90 % des décès liés aux catastrophes, indique l'Organisation météorologique mondiale.

Leurs impacts ne sont pas entièrement naturels ont martelé les scientifiques depuis des années. Cette semaine, une nouvelle analyse parue dans la revue scientifique Communications Earth & Environment, produite par deux scientifiques de l'Imperial College de Londres et de l'Université de Copenhague, apporte de nouvelles preuves en la matière. Leur constat est accablant : toutes les catastrophes météorologiques, climatiques et hydrologiques survenues au cours des deux dernières années dans le monde résultent de *« vulnérabilités existantes »* et *« d'une aggravation des pressions exercées sur les systèmes sociaux »*, qui sont *« construites au cours d'une longue période de temps »*, écrivent-ils dans l'article.

C’est le cas de l’Asie, dont les populations sont fragilisées par un réchauffement régional bien plus important que la moyenne mondiale (d’environ +1,2 °C), mais aussi par l’inégalité, l’injustice et d’autres facteurs humains. *« Les populations qui souffrent de manière chronique sont inévitablement touchées de plein fouet par les inondations, les tremblements de terre, les sécheresses ou les tempêtes qui affectent l’environnement »*, souligne Ilan Kelman, professeur à l’University College de Londres et auteur du livre *Disaster by Choice* (Oxford University Press, 2020).

Alertes tardives

Les informations peuvent manquer pour certaines populations lorsque les dangers s’approchent. Située au sud-ouest de Pékin et en amont de Xiong’an, *« ville du futur aux caractéristiques chinoises »* voulue par le président chinois, Zhuozhou (Hebei) est l’une des villes les plus durement touchées par les tempêtes provoquées par le typhon Doksuri en Chine, entre le 29 juillet et le 2 août 2023. Si les personnes qui résident dans le centre-ville de la capitale chinoise ont été alertées du risque potentiel bien avant le début des intempéries, à Zhuozhou, le plan de prévention tempête n’a été annoncé qu’à la toute fin du mois de juillet.

À lire aussi : Après les tempêtes, un demi-million de Chinois menacés par des crues dévastatrices
2 août 2023

Et ce plan ne donne pas d’information quant aux lieux de refuge en cas d’urgence. La nuit du 31 juillet au 1er août, alors que les crues ont monté rapidement, les alertes d’évacuation ont été tardives, voire inexistantes, ont rapporté les internautes et les médias locaux. Insouciants des dangers et ignorant l’adresse des abris sûrs, beaucoup ont été piégés dans leur logement. Liu Junyan, chargée du plaidoyer à Greenpeace East Asia, estime qu’*« il existe des lacunes relativement importantes dans les interventions d’urgence »*, qui ont été *« chaotiques dans les zones situées en dehors des grandes agglomérations »*.

Des misères aggravées par l’ignorance

Sur une échelle de temps plus longue, les connaissances sur les risques des événements extrêmes manquent cruellement dans beaucoup de pays, condamnant les populations à une misère aggravée. Par exemple, les Afghans et Afghanes, qui souffrent de violents conflits depuis des décennies, ont été frappé·es par des inondations éclairs meurtrières en juillet 2023, après celles de mai 2022. Quel est le rôle du réchauffement anthropique dans ces événements dramatiques ? Comment évoluera le climat dans le pays ? Malgré l’attention internationale portée sur les événements politiques, il n’existe aucune étude d’attribution permettant d’en tirer des conclusions. En outre, depuis la prise du pouvoir par les talibans il y a deux ans, le financement destiné à aider la population à survivre aux catastrophes a considérablement diminué. Sans moyen ni connaissance du risque, s’adapter aux événements extrêmes relève d’une tâche impossible.

Les promesses des gouvernements, elles, ne manquent pas. En Corée du Sud, les inondations lors de la saison des moussons, il y a moins d’un mois, ont coûté la vie de 46 personnes, dont 14 noyées dans un tunnel à 100 kilomètres de Séoul. Le président sud-coréen Yoon Suk-yeol a reconnu que le pays n’était pas prêt pour faire face à ces événements extrêmes. Le gouvernement va prendre des mesures pour atténuer les effets du réchauffement climatique, a-t-il promis.

Mais les défenseurs de l’environnement locaux ont aussitôt remis en question son engagement. *« La responsabilité et les risques de la crise climatique ont été entièrement reportés sur les individus »*, s’est insurgée Kim Seo-gyeong, auprès du média britannique *The Guardian*. La jeune activiste du groupe Youth 4 Climate Action accuse le gouvernement de *« faire semblant d’agir »*. En effet, les paroles pro-climat du président n’ont pas empêché le gouvernement de poursuivre son soutien au

développement des énergies fossiles. La Corée du Sud, tout comme la Chine, le Japon ou l'Inde, fait partie des pays qui financent le plus les combustibles fossiles *via* des investissements publics.

Friederike E. L. Otto, climatologue à l'Imperial College de Londres et coautrice de l'article publié dans Communications Earth & Environment, exhorte les gouvernements à *« cesser d'assimiler la liberté aux profits d'une poignée de riches qui profitent de l'utilisation des combustibles fossiles »*.

Deux fois plus de réchauffement

En 2022, la température moyenne en Asie a été de 2,27 °C plus chaude comparée au niveau préindustriel, a rapporté dans une réponse écrite à Mediapart Atsushi Goto, expert à l'Organisation météorologique mondiale et coauteur du rapport sur l'état du climat en Asie, soit près du double du réchauffement mondial.

La rapidité du réchauffement anthropique et la gravité des événements ont rendu vaines les tentatives d'adaptation. Par exemple, à la suite des inondations en 2012, dans le district de Fangshan, au sud-ouest de Pékin, les digues de la rivière Dashi avaient été renforcées. Mais, le 31 juillet 2023, face à un pic de crue astronomique de 5 300 m^3/s, elles ont cédé, détruisant des vies et habitations. *« Nous faisons face à une situation de grande difficulté »*, a reconnu ce soir-là Liu Bin, chef adjoint du commandement des luttes contre l'inondation et la sécheresse de Pékin, sur la chaîne de télévision étatique CCTV.

Liu Junyan, à Greenpeace East Asia, pointe l'obsolescence des normes pour la construction des infrastructures dans le pays. Elles sont conçues, selon elle, pour résister aux événements qui ont lieu tous les cinquante ou cent ans tout au plus. *« Ces périodes de récurrence sont dépassées depuis longtemps*, juge-t-elle, *ce qui signifie que de nouvelles installations pourraient tout simplement ne pas être en mesure de faire face aux catastrophes futures, et les infrastructures existantes constituent désormais un énorme actif échoué. »*

Des crises enchevêtrées

Les femmes, les pauvres et d'autres personnes marginalisées sont davantage exposés aux risques des catastrophes. Les recherches menées au Bangladesh ont montré qu'après des décennies de déploiement des refuges d'urgence, les femmes représentent toujours 80 % des victimes. Leur surmortalité résulte d'une croyance sexiste : aux yeux des communautés conservatrices, ces lieux mixtes sont peu sûrs pour les femmes, elles ne sont donc pas censées s'y rendre.

En Inde, la discrimination liée au système de caste, bien qu'interdite par les autorités, continue d'exister. Down to Earth, un magazine environnementaliste basé à New Delhi, a documenté la façon dont des dalits (de la caste des intouchables) se sont vu refuser l'entrée dans les abris par des personnes de castes supérieures, alors que le cyclone Yaas frappait l'Odisha, un État situé au nord-ouest du golfe du Bengale, en mai 2021.

Après les catastrophes, beaucoup de personnes sont piégées dans un processus infernal, où de nouvelles vulnérabilités sont sans cesse recréées. Les inondations au Pakistan en août et septembre 2022 qui ont tué 1 700 personnes, en déplacé 7,9 millions d'autres, et détruit plus de 1,7 million d'hectares de cultures, sont devenues un cas d'école. Un rapport publié cette semaine par l'ONG Islamic Relief a indiqué qu'un an après la catastrophe, six millions de Pakistanais et Pakistanaises supplémentaires sont tombé·es sous le seuil de pauvreté, à cause de la perte d'emploi et de moyen de subsistance, du déplacement forcé et de l'inflation galopante, 38 % en mai 2023.

Tandis qu'une partie du pays subit actuellement une deuxième mousson meurtrière consécutive, dans les provinces du Sindh, du Baloutchistan et du Khyber Pakhtunkhwa, environ 10,5 millions de personnes - près d'un tiers de celles et ceux touché·es par les inondations de 2022 - sont toujours en situation d'insécurité alimentaire. Les 2,3 millions d'enfants souffrant de malnutrition n'ont pas reçu le traitement dont ils ont besoin ; les épidémies de diarrhées et les cas de paludisme et de dengue se sont multipliés.

À lire aussi : Le Pakistan, carrefour des crises écologiques 16 novembre 2022

Malgré ses efforts, le gouvernement peine à sortir sa population des difficultés. Et pour cause, l'économie du pays est sérieusement menacée par des dettes faramineuses. Si le Fonds monétaire international a approuvé un plan de sauvetage de 3 milliards de dollars (2,7 milliards d'euros) en juillet 2023, évitant ainsi un défaut de paiement, la crise des dettes n'est pas terminée dans le pays. Selon la Banque d'État du Pakistan, en mars 2023, les dettes extérieures pakistanaises étaient de 112,3 milliards d'euros, soit près de 40 % du PIB, dont plus de 6,7 milliards d'euros envers le FMI - plus du double des fonds du sauvetage.

L'injustice de la finance climatique n'aide pas non plus. Alors que le pays n'a contribué qu'à moins de 1 % au réchauffement planétaire, la fameuse « clause de pause » promise par la Banque mondiale lors d'un sommet à Paris en juin, qui consiste à permettre aux pays pauvres de suspendre le remboursement des dettes en cas de catastrophe climatique, ne s'appliquera qu'aux nouveaux prêts. Et le contour du financement des pertes et dommages, acté en 2022 lors de la Conférence des Nations unies sur le climat et considéré comme une nécessité sans laquelle le cycle de la souffrance se poursuivra inexorablement, reste encore flou.

KhanunKhanun, un typhon que la Chine craignait, s'est considérablement affaibli dans la nuit du 11 au 12 août. Mais, dans le nord et le nord-est du pays, les précipitations qu'il a provoquées ont fait des dégâts, alors que ces provinces ont déjà été durement frappées par des tempêtes qui se sont abattues entre le 29 juillet et le 4 août. Jusqu'au vendredi 11 août, des crues, glissements de terrain et coulées de boue provoqués par le typhon Doksuri ont entraîné la mort d'au moins 76 personnes (33 dans les banlieues de Pékin, 14 dans la province du Jilin et 29 dans la province du Hebei).

Samedi 12 août, le ministère chinois des ressources en eau a indiqué que les inondations sont toujours en cours dans le bassin du fleuve Haihe, un territoire plus étendu que l'Italie. Le nombre de personnes touchées s'élève désormais à plus de 3,4 millions (1,29 million à Pékin, 2,2 millions au Hebei). Dans le Heilongjiang, province chinoise frontalière avec la Russie, les 9,9 millions d'habitantes et habitants de la capitale Harbin s'attendent à un pic de crue dimanche 13 août.

Les inondations provoquées par les typhons et la mousson sévissent partout en Asie. Sur la péninsule coréenne, après le passage de Khanun du 10 au 11 août, une partie de la Corée du Sud reste toujours sous la menace des crues. En Inde, où les pluies de mousson ne cessent de tomber depuis la fin mai, cinq États sont toujours touchés par les inondations, dont trois au nord-est du pays où les fleuves ont franchi le niveau de danger. Plus tôt cette semaine, au Népal, les pluies tombées au pied de l'Himalaya ont fait sortir la rivière Bagmati de son lit. Selon les informations de l'agence Reuters, le bassin abrite environ 4 millions de personnes. Au Bangladesh, depuis le début du mois d'août, au moins 55 personnes ont péri dans les inondations et glissements de terrain causés par des pluies torrentielles. Dans la ville côtière de Cox's Bazar, où près d'un million de Rohingyas sont logé·es dans le plus grand camp de réfugié·es au monde, 600 000 personnes ont été touchées, a relaté l'AFP dimanche 13 août. Le Système mondial d'alerte et de coordination en cas de catastrophe (GDACS) indique que le Vietnam, la Thaïlande et la Birmanie ont aussi dû affronter de fortes crues depuis le début du mois.

Dans cette région particulièrement en proie aux catastrophes dites « naturelles » – la base de données EM-DAT montre qu'en 2022, un tiers de celles-ci sont concentrées en son sein –, les inondations restent les plus meurtrières. Celles-ci sont à l'origine de 90 % des décès liés aux catastrophes, indique l'Organisation météorologique mondiale.

Leurs impacts ne sont pas entièrement naturels ont martelé les scientifiques depuis des années. Cette semaine, une nouvelle analyse parue dans la revue scientifique Communications Earth & Environment, produite par deux scientifiques de l'Imperial College de Londres et de l'Université de Copenhague, apporte de nouvelles preuves en la matière. Leur constat est accablant : toutes les catastrophes météorologiques, climatiques et hydrologiques survenues au cours des deux dernières années dans le monde résultent de *« vulnérabilités existantes »* et *« d'une aggravation des pressions exercées sur les systèmes sociaux »*, qui sont *« construites au cours d'une longue période de temps »*, écrivent-ils dans l'article.

C'est le cas de l'Asie, dont les populations sont fragilisées par un réchauffement régional bien plus important que la moyenne mondiale (d'environ +1,2 °C), mais aussi par l'inégalité, l'injustice et d'autres facteurs humains. *« Les populations qui souffrent de manière chronique sont inévitablement touchées de plein fouet par les inondations, les tremblements de terre, les sécheresses ou les tempêtes qui affectent l'environnement »*, souligne Ilan Kelman, professeur à l'University College de Londres et auteur du livre *Disaster by Choice* (Oxford University Press, 2020).

Alertes tardives

Les informations peuvent manquer pour certaines populations lorsque les dangers s'approchent. Située au sud-ouest de Pékin et en amont de Xiong'an, *« ville du futur aux caractéristiques chinoises »* voulue par le président chinois, Zhuozhou (Hebei) est l'une des villes les plus durement touchées par les tempêtes provoquées par le typhon Doksuri en Chine, entre le 29 juillet et le 2 août 2023. Si les personnes qui résident dans le centre-ville de la capitale chinoise ont été alertées du risque potentiel bien avant le début des intempéries, à Zhuozhou, le plan de prévention tempête n'a été annoncé qu'à la toute fin du mois de juillet.

À lire aussi : Après les tempêtes, un demi-million de Chinois menacés par des crues dévastatrices
2 août 2023

Et ce plan ne donne pas d'information quant aux lieux de refuge en cas d'urgence. La nuit du 31 juillet au 1er août, alors que les crues ont monté rapidement, les alertes d'évacuation ont été tardives, voire inexistantes, ont rapporté les internautes et les médias locaux. Insouciants des dangers et ignorant l'adresse des abris sûrs, beaucoup ont été piégés dans leur logement. Liu Junyan, chargée du plaidoyer à Greenpeace East Asia, estime qu'*« il existe des lacunes relativement importantes dans les interventions d'urgence »*, qui ont été *« chaotiques dans les zones situées en dehors des grandes agglomérations »*.

Des misères aggravées par l'ignorance

Sur une échelle de temps plus longue, les connaissances sur les risques des événements extrêmes manquent cruellement dans beaucoup de pays, condamnant les populations à une misère aggravée. Par exemple, les Afghans et Afghanes, qui souffrent de violents conflits depuis des décennies, ont été frappé·es par des inondations éclairs meurtrières en juillet 2023, après celles de mai 2022. Quel est le rôle du réchauffement anthropique dans ces événements dramatiques ? Comment évoluera le climat dans le pays ? Malgré l'attention internationale portée sur les événements politiques, il n'existe aucune étude d'attribution permettant d'en tirer des conclusions. En outre, depuis la prise du pouvoir par les talibans il y a deux ans, le financement destiné à aider la population à survivre aux catastrophes a

considérablement diminué. Sans moyen ni connaissance du risque, s'adapter aux événements extrêmes relève d'une tâche impossible.

Les promesses des gouvernements, elles, ne manquent pas. En Corée du Sud, les inondations lors de la saison des moussons, il y a moins d'un mois, ont coûté la vie de 46 personnes, dont 14 noyées dans un tunnel à 100 kilomètres de Séoul. Le président sud-coréen Yoon Suk-yeol a reconnu que le pays n'était pas prêt pour faire face à ces événements extrêmes. Le gouvernement va prendre des mesures pour atténuer les effets du réchauffement climatique, a-t-il promis.

Mais les défenseurs de l'environnement locaux ont aussitôt remis en question son engagement. *« La responsabilité et les risques de la crise climatique ont été entièrement reportés sur les individus »*, s'est insurgée Kim Seo-gyeong, auprès du média britannique *The Guardian*. La jeune activiste du groupe Youth 4 Climate Action accuse le gouvernement de *« faire semblant d'agir »*. En effet, les paroles pro-climat du président n'ont pas empêché le gouvernement de poursuivre son soutien au développement des énergies fossiles. La Corée du Sud, tout comme la Chine, le Japon ou l'Inde, fait partie des pays qui financent le plus les combustibles fossiles *via* des investissements publics.

Friederike E. L. Otto, climatologue à l'Imperial College de Londres et coautrice de l'article publié dans Communications Earth & Environment, exhorte les gouvernements à *« cesser d'assimiler la liberté aux profits d'une poignée de riches qui profitent de l'utilisation des combustibles fossiles »*.

Deux fois plus de réchauffement

En 2022, la température moyenne en Asie a été de 2,27 °C plus chaude comparée au niveau préindustriel, a rapporté dans une réponse écrite à Mediapart Atsushi Goto, expert à l'Organisation météorologique mondiale et coauteur du rapport sur l'état du climat en Asie, soit près du double du réchauffement mondial.

La rapidité du réchauffement anthropique et la gravité des événements ont rendu vaines les tentatives d'adaptation. Par exemple, à la suite des inondations en 2012, dans le district de Fangshan, au sud-ouest de Pékin, les digues de la rivière Dashi avaient été renforcées. Mais, le 31 juillet 2023, face à un pic de crue astronomique de 5 300 m^3/s, elles ont cédé, détruisant des vies et habitations. *« Nous faisons face à une situation de grande difficulté »*, a reconnu ce soir-là Liu Bin, chef adjoint du commandement des luttes contre l'inondation et la sécheresse de Pékin, sur la chaîne de télévision étatique CCTV.

Liu Junyan, à Greenpeace East Asia, pointe l'obsolescence des normes pour la construction des infrastructures dans le pays. Elles sont conçues, selon elle, pour résister aux événements qui ont lieu tous les cinquante ou cent ans tout au plus. *« Ces périodes de récurrence sont dépassées depuis longtemps*, juge-t-elle, *ce qui signifie que de nouvelles installations pourraient tout simplement ne pas être en mesure de faire face aux catastrophes futures, et les infrastructures existantes constituent désormais un énorme actif échoué. »*

Des crises enchevêtrées

Les femmes, les pauvres et d'autres personnes marginalisées sont davantage exposés aux risques des catastrophes. Les recherches menées au Bangladesh ont montré qu'après des décennies de déploiement des refuges d'urgence, les femmes représentent toujours 80 % des victimes. Leur surmortalité résulte d'une croyance sexiste : aux yeux des communautés conservatrices, ces lieux mixtes sont peu sûrs pour les femmes, elles ne sont donc pas censées s'y rendre.

En Inde, la discrimination liée au système de caste, bien qu'interdite par les autorités, continue d'exister. Down to Earth, un magazine environnementaliste basé à New Delhi, a documenté la façon dont des dalits (de la caste des intouchables) se sont vu refuser l'entrée dans les abris par des personnes de castes supérieures, alors que le cyclone Yaas frappait l'Odisha, un État situé au nord-ouest du golfe du Bengale, en mai 2021.

Après les catastrophes, beaucoup de personnes sont piégées dans un processus infernal, où de nouvelles vulnérabilités sont sans cesse recréées. Les inondations au Pakistan en août et septembre 2022 qui ont tué 1 700 personnes, en déplacé 7,9 millions d'autres, et détruit plus de 1,7 million d'hectares de cultures, sont devenues un cas d'école. Un rapport publié cette semaine par l'ONG Islamic Relief a indiqué qu'un an après la catastrophe, six millions de Pakistanais et Pakistanaises supplémentaires sont tombé·es sous le seuil de pauvreté, à cause de la perte d'emploi et de moyen de subsistance, du déplacement forcé et de l'inflation galopante, 38 % en mai 2023.

Tandis qu'une partie du pays subit actuellement une deuxième mousson meurtrière consécutive, dans les provinces du Sindh, du Baloutchistan et du Khyber Pakhtunkhwa, environ 10,5 millions de personnes - près d'un tiers de celles et ceux touché·es par les inondations de 2022 - sont toujours en situation d'insécurité alimentaire. Les 2,3 millions d'enfants souffrant de malnutrition n'ont pas reçu le traitement dont ils ont besoin ; les épidémies de diarrhées et les cas de paludisme et de dengue se sont multipliés.

À lire aussi : Le Pakistan, carrefour des crises écologiques 16 novembre 2022

Malgré ses efforts, le gouvernement peine à sortir sa population des difficultés. Et pour cause, l'économie du pays est sérieusement menacée par des dettes faramineuses. Si le Fonds monétaire international a approuvé un plan de sauvetage de 3 milliards de dollars (2,7 milliards d'euros) en juillet 2023, évitant ainsi un défaut de paiement, la crise des dettes n'est pas terminée dans le pays. Selon la Banque d'État du Pakistan, en mars 2023, les dettes extérieures pakistanaises étaient de 112,3 milliards d'euros, soit près de 40 % du PIB, dont plus de 6,7 milliards d'euros envers le FMI - plus du double des fonds du sauvetage.

L'injustice de la finance climatique n'aide pas non plus. Alors que le pays n'a contribué qu'à moins de 1 % au réchauffement planétaire, la fameuse « clause de pause » promise par la Banque mondiale lors d'un sommet à Paris en juin, qui consiste à permettre aux pays pauvres de suspendre le remboursement des dettes en cas de catastrophe climatique, ne s'appliquera qu'aux nouveaux prêts. Et le contour du financement des pertes et dommages, acté en 2022 lors de la Conférence des Nations unies sur le climat et considéré comme une nécessité sans laquelle le cycle de la souffrance se poursuivra inexorablement, reste encore flou.